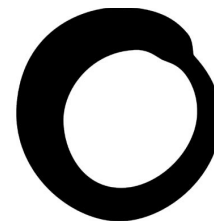


De l'espace environnemental vers la dette écologique – une perspective européenne

Discours présenté par Dr Martin Rocholl, Directeur des Amis de la Terre Europe (FoEE), lors de la conférence "Globalisation, Ecological Debt, Climate Change and Sustainability", République du Bénin, 27-30 novembre 2001



Friends of the Earth Europe

Comment mener une campagne sur la dette écologique en Europe ?

Imaginez que vous êtes un membre d'un groupe local des Amis de la Terre quelque part en Europe. Vous vous retrouvez un samedi après-midi derrière un petit stand d'information dans une zone piétonne de votre ville et vous êtes en train de mobiliser les passants contre un projet de construction routier. Vous êtes donc une personne activement engagée dans le mouvement environnemental.

Un beau jour vous recevez un courrier qui vous suggère de joindre la campagne globale sur la dette écologique. « Eh bien, comment vais-je faire cela ? » allez vous vous dire à ce moment-là. Tout d'abord, pour qu'une telle campagne puisse devenir un succès, il faudra que ce soit plus qu'un simple exercice théorique. Et surtout il faudra réussir à convaincre le grand public en Europe d'accepter comme sienne cette dette écologique accumulée depuis bon temps.

Et justement cela ne sera pas une tâche facile. Devrait-on aller voir les gens en leur disant que même s'ils ne s'en sont pas rendus compte auparavant, ils ont accumulé un crédit auprès des gens du Sud pendant des décennies, et qu'il est temps maintenant de commencer à payer les tranches de remboursement ? Ce ne serait certainement pas la meilleure des stratégies à considérer.

Comment irait-on alors aborder ce sujet de la dette écologique en Europe ?

Je pense que pour que cela puisse marcher il faudra rapprocher deux importants concepts des Amis de la Terre, à savoir *l'espace environnemental* et la *dette écologique*.

L'espace environnemental

Il y a un peu plus de cinq ans que Les Amis de la Terre Europe ont bouclé leur projet et étude appelés 'Sustainable Europe' ou 'Une Europe durable' qui donne notre vision d'une société durable en Europe. Le projet avait introduit le concept de *l'espace environnemental*, qui combine bien les questions d'environnement et d'équité, et c'est pour cela que ce fût une étape clé pour tout le mouvement environnemental en Europe.

L'*espace environnemental* est basé sur deux principes :

³⁵/₁₇ Le premier principe est la limitation de la capacité de notre terre de pouvoir supporter un certain degré d'utilisation de ressources et de pollution. Par exemple, il faut limiter nos émissions de dioxyde de carbone (CO₂) à un certain degré si nous voulons éviter une catastrophe climatique. Ou, si nous voulons maintenir les ressources forestières de notre planète, nous ne pouvons abattre qu'un nombre limité d'arbres. Si nous voulons que les générations futures aient les mêmes opportunités que nous avons, nous devons réduire notre consommation de ressources non-renouvelables à un minimum absolu.

Quelles sont les hypothèses environnementales de base pour calculer l'espace environnemental :

1. Les ressources renouvelables ne peuvent être utilisées que dans la mesure où la nature peut les remplacer.
2. Les ressources non renouvelables doivent être utilisées de plus en plus dans des circuits fermés, de sorte à minimiser les déchets et les effets destructeurs de leur extraction.
3. La quantité de pollution ne doit pas dépasser la capacité d'absorption de la biosphère.

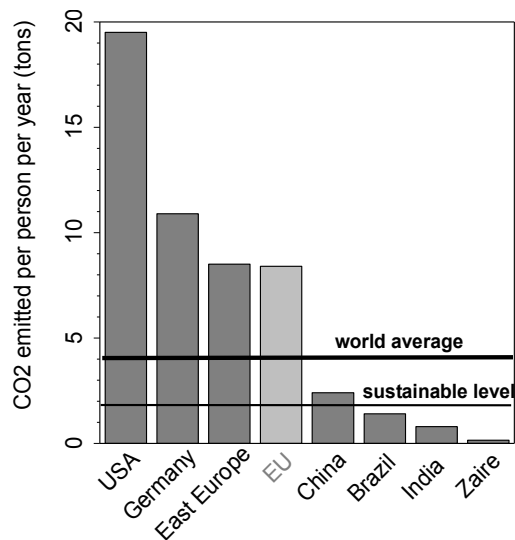
³⁵₁₇ Le deuxième principe est le principe d'équité : chaque personne sur la terre devrait avoir le même droit d'utiliser les ressources terrestres.

En se basant sur ces deux principes de départ, nous pouvons calculer combien de ressources seraient actuellement disponibles à chaque individu dans ce monde. C'est ce qu'on appelle **l'espace environnemental**. En pratique, l'*espace environnemental* est la quantité totale d'énergie, de ressources non-renouvelables, de surfaces agricoles et forestières que chacun peut utiliser sans causer de dégâts irréversibles à la terre.

Ainsi, mis en pratique, l'espace environnemental est un remarquable défi pour le monde industrialisé. Prenons quelques exemples :

Les émissions de CO₂¹

Actuellement chaque individu sur ce monde produit en moyenne 4 tonnes de CO₂ par an. Les climatologues nous disent qu'il faudrait couper les émissions globales de CO₂ d'au moins de 50% si l'on veut pouvoir stabiliser le climat. En tenant compte de la croissance démographique, la consommation que l'on pourrait qualifier comme durable devrait se situer vers les 1.7 tonnes de CO₂ par personne par an. Si l'on compare cette valeur avec les consommations actuelles des habitants des pays industrialisés, on réalise que l'on est encore très loin de ce niveau idéal. Un Américain moyen en produit presque 20 tonnes par an, et un Européen moyen 8 tonnes.

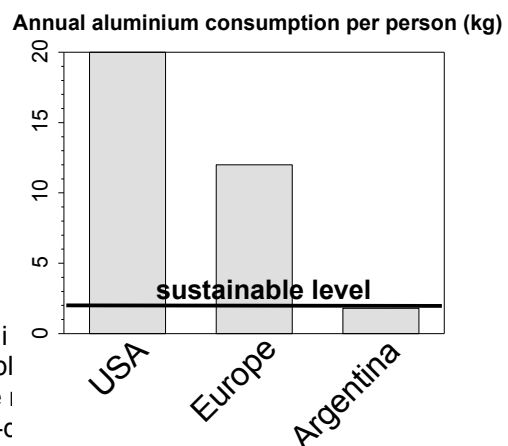


En même temps, les pays en voie de développement ont encore une certaine marge d'augmentation de leurs émissions en CO₂. Je tiens à souligner ce message, car auparavant nos appels pour sauver le climat mondial ont trop souvent été mal interprétés dans le Sud (les soi-disant pays en voie de développement) comme une astuce pour empêcher le développement dans ces pays. Ceci n'est pas le cas avec le modèle proposé : *l'espace environnemental*. Aussi bien les pays industrialisés que les pays en voie de développement doivent poursuivre un développement qui va vers la durabilité. Néanmoins il est important de noter que certains pays comme la Chine, le Chili ou l'Uruguay ont déjà dépassé le seuil de durabilité, en surexploitant leur espace environnemental.

Si l'on compare les émissions de CO₂ par personne, on se rend immédiatement compte du caractère ridicule de la demande des Etats-Unis envers les pays en voie de développement, qui est que ces derniers doivent participer aux efforts internationaux de réduire les émissions de CO₂ avant qu'eux-mêmes, les Etats-Unis, ne commencent à penser à prendre des engagements internationaux.

La même approche pour les calculs concernant les ressources non-renouvelables

Prenons l'exemple des Européens qui consomment 5 fois plus d'aluminium que les gens des pays du Sud. Ou pire encore, les Etats-Unis, qui sont 10 fois au-dessus de ce



¹ Les émissions de CO₂, ou consommation d'énergie (qui plupart de l'énergie est produite en brûlant des combustibles de pair avec avec les problèmes environnementaux. Une réduction des problèmes environnementaux bien au-c (par exemple une meilleure qualité de l'air, une réduction (

qu'on a calculé comme étant la limite 'durable'. Je ne pense pas que l'on ait besoin d'en dire d'avantage à ce sujet, ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

L'espace environnemental - un message radical pour l'Europe

Le concept de l'espace environnemental demande aux gens des pays industrialisés de réduire de façon radicale leur utilisation de ressources afin de laisser la juste part de l'espace environnemental aux gens des autres continents. En Europe, la consommation de ressources devrait être réduite de 80-90% dans les décennies à venir. Il s'agit là d'une demande radicale à nos sociétés qui appelle un changement fondamental de l'économie et du style de vie.

On nous demande souvent si ceci est réalisable. Nous, nous y croyons fortement! Les options technologiques ainsi que politiques, qui peuvent nous fournir un même degré de bien-être tout en réduisant radicalement l'utilisation de ressources ainsi que les problèmes environnementaux engendrés, existent. Prenons le chauffage domestique, qui représente une part majeure de la consommation d'énergie en Europe et aux Etats-Unis : l'on peut couper les besoins énergétiques dans ce domaine jusqu'à 90% en construisant tout simplement les maisons de façon plus intelligente. J'ai moi-même vu des maisons qui n'ont plus besoin de système de chauffage (ou d'air conditionné) parce qu'elles sont très bien isolées et qu'elles collectent l'énergie solaire. D'autant plus qu'elles ne sont pas plus chères à construire que les maisons conventionnelles.

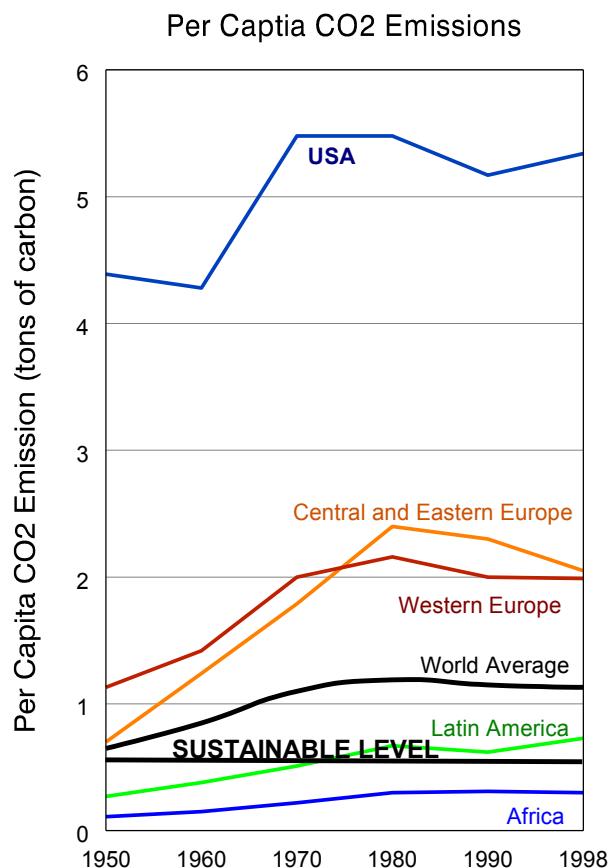
Des systèmes de production et de consommation plus locaux au lieu des transports, trop souvent inutiles, de produits à travers toute l'Europe seraient un autre domaine dans lequel des gains en efficacité pourraient être obtenus. Enfin, favoriser la commercialisation de produits à long cycle de vie, qui peuvent être réparés, au lieu des produits jetables, réduirait considérablement la demande en ressources. Ce ne sont que quelques exemples qui montrent comment on pourrait augmenter notre efficacité dans l'utilisation de ressources simplement en optant pour des technologies plus intelligentes et en introduisant des petits changements en style de vie.

Ce sera la tâche des groupes européens de lutter pour les cadres politiques appropriés (telle qu'une réforme des taxes écologiques) qui permettraient de tels gains en efficacité dans l'utilisation des ressources. Un autre défi serait de faire bouger notre société de leur dépendance d'une surconsommation dont un des principaux moteurs est le secteur publicitaire - un énorme enjeu culturel en perspective.

La vision des Amis de la Terre pour une Europe durable a un message positif : il est tout à fait possible de vivre une bonne vie en se trouvant à l'intérieur des limites de l'espace environnemental ! Une vie qui serait possible d'une façon équitable pour tous les habitants de cette terre.

Parlons de la surexploitation de l'espace environnemental par les pays du Nord

En analysant les valeurs calculées pour les émissions de CO2 des différentes régions de la planète, on peut constater que les pays industrialisés ont surexploité leur part d'espace environnemental depuis au moins une cinquantaine d'années. Aujourd'hui chaque personne en Europe émet à peu près cinq fois plus de CO2 qu'une personne en Afrique et presque trois fois plus que quelqu'un en Amérique du Sud. Un Américain émet 18 fois plus de CO2 qu'un Africain.



De même, la comparaison entre l'Europe Centrale et de l'Est (Central and Eastern Europe) et l'Europe de l'Ouest (Western Europe) est très intéressante : alors que les deux régions produisent à peu près la même quantité de CO₂ par personne et ainsi ont une consommation similaire en énergie par personne, la production de biens et de services en Europe Centrale et de l'Est est bien en dessous du niveau de l'Europe de l'Ouest. Ceci nous montre qu'il n'y a pas de corrélation entre consommation d'énergie et richesse. En plus cela nous montre que des considérables gains en efficacité énergétique sont possibles en Europe Centrale et de l'Est. De même, personne ne pourrait dire que les Américains vivent deux fois mieux que les Européens seulement parce qu'ils utilisent deux fois plus d'énergie.

Notons aussi que l'Amérique du Sud ainsi que la Chine ont dépassé depuis quelques années déjà leurs limites théoriques d'espace environnemental disponible, bien qu'ils soient encore nettement en dessous de la moyenne mondiale. D'autre part, les personnes vivant en Afrique ainsi qu'en Asie (exceptée la Chine) se trouvent toujours à l'intérieur des limites définies pour l'espace environnemental².

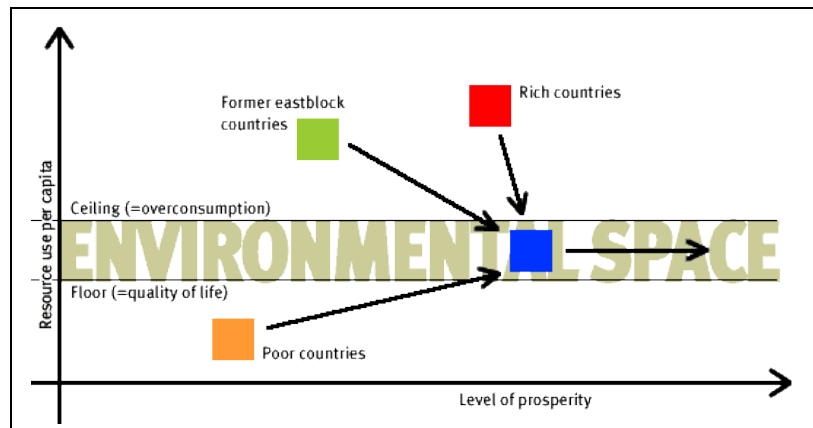
Au-delà de l'espace environnemental:

En Europe nous est assez fiers du développement du concept d'espace environnemental. N'avons-nous pas finalement réussi à réunir les questions environnementales et d'équité ? Nous avons donc été surpris de constater que dans d'autres parties du monde le concept n'a pas été accueilli avec le même enthousiasme. Quelles en ont été les raisons ?

La distribution de l'espace environnemental à l'intérieur d'un même pays

Pour les pays présentant de considérables disparités en distribution et accès aux ressources et revenus, le calcul par personne de l'espace environnemental disponible est une approche incomplète pour adresser la question globale souhaitée. Dans de nombreux pays du Sud la distribution de l'accès aux ressources et revenus est la vraie question. Alors qu'une petite élite surexploite considérablement son espace environnemental, la majorité des gens est contrainte d'utiliser nettement moins de ressources que ce qui pourrait être considéré comme nécessaire à la survie. Pour beaucoup de gens dans le Sud la question d'accès aux ressources est bien plus importante que le calcul de l'espace environnemental.

Les groupes des Amis de la Terre dans les pays du Sud ont ajouté le concept de la borne inférieure ('bottom line'), qui définit la quantité minimale de ressources qui devraient être disponibles à chaque personne afin qu'elle puisse mener une vie respectable. Le concept d'*espace environnemental* a donc des bornes inférieures et supérieures.



Une véritable équité ?

Le concept de l'*espace environnemental* vise à ce que chaque habitant de la terre puisse utiliser autant que possible leur espace environnemental, sans que cela n'entraîne la destruction de notre planète. Ce qui signifie dire que les pays industrialisés doivent réduire leur niveau d'utilisation de ressources de façon considérable afin d'atteindre un niveau durable. Cela veut aussi dire que les pays en voie de développement ont le droit d'utiliser

² La courbe pour la Chine est comparable à celle de l'Amérique du Sud, alors que ses taux de croissance sont plus importants sur la dernière décennie, et la courbe pour le reste de l'Asie est comparable à celle de l'Afrique. Ce graphe montre les émissions de CO₂ à partir de la combustion de réserves fossiles, de la production du ciment et de « gas flaring » (Carbon Dioxide Information Analysis Center, Oak Ridge National Laboratory, Tennessee, USA, et University of North Dakota, USA, juillet 2001). Les niveaux durables sont des estimations, en prenant comme hypothèse que les émissions de CO₂ doivent être réduites de 50% si l'on veut pouvoir stabiliser le climat mondial.

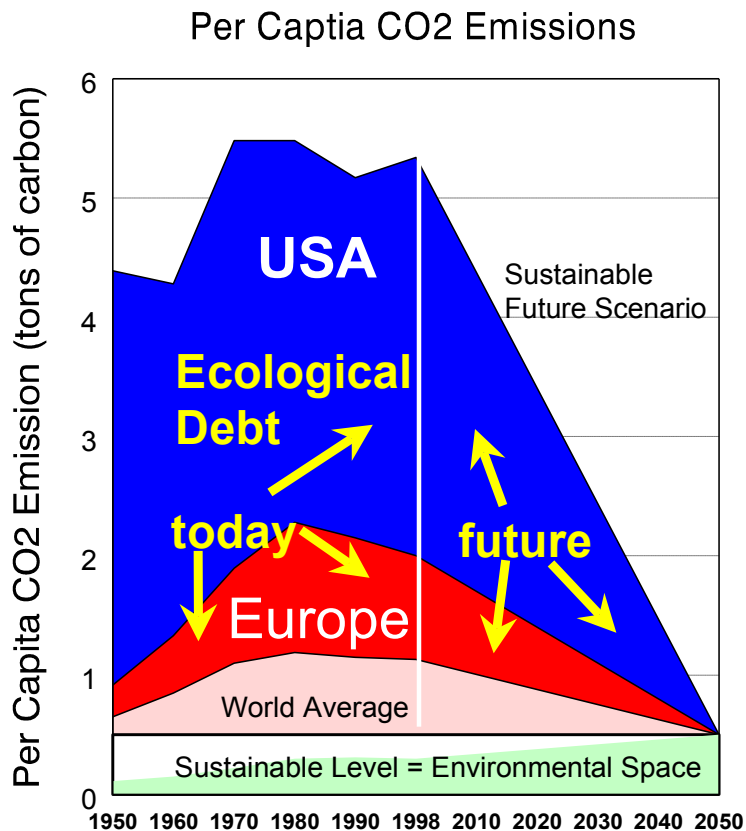
d'avantage de ressources, mais en évitant de dépasser la borne supérieure de l'espace environnemental défini comme étant durable.

Alors que cette réflexion semble être sensée d'un point de vue environnemental, elle ne l'est certainement pas sous la lumière de l'équité. Ceci tout simplement parce qu'elle ne prend pas en considération le fait que le Nord ait construit son bien-être en surexploitant son *espace environnemental* sur les dernières décennies. Et même pire encore, le Nord va sans doute continuer à en faire autant pour à peu près une autre moitié de siècle, jusqu'à ce que l'on ait enfin pu réussir à réduire notre consommation de ressources vers des niveaux durables (ce qui est déjà un scénario très optimiste). La réaction du Sud est donc prévisible et légitime : pourquoi ne devrait-on pas avoir le droit de dépasser nous-aussi nos limites d'*espace environnemental* jusqu'à ce qu'on ait atteint un niveau de vie similaire pour nos gens ?

Alors que ceci serait catastrophique d'un point de vue écologique, c'est tout à fait justifié du point de vue d'équité.

La dette écologique

Le concept de la dette écologique peut être très utile pour surmonter ce dilemme. Dans notre exemple, la dette écologique serait la surexploitation de l'*espace environnemental* par les



pays du Nord – aussi bien dans le passé que dans l'avenir. La dette environnementale résulterait par exemple de la quantité de CO₂ que les pays industrialisés ont pompée dans l'atmosphère et qui maintenant provoque le réchauffement climatique.

La dette écologique peut bien-sûr être appliquée à bien d'autres domaines. Elle inclut tous les dégâts environnementaux résultant de toutes sortes de surexploitation de ressources par les pays du Nord.

Comme la dette écologique est accumulée contre d'autres gens de la planète, il serait donc logique de définir la moyenne mondiale comme étant la ligne au-dessus de laquelle un pays accumule sa dette écologique (voir les surfaces foncées sur le graphe).

Le débat sur la dette écologique en Europe

Comment cela peut-il nous aider à mener le débat sur la dette écologique en Europe ?

En Europe le mouvement environnemental a réussi à convaincre le public que le changement climatique est une menace sérieuse. Aujourd'hui, la plupart de gens sont d'accord sur ce le fait que quelque chose doit être entrepris pour lutter contre le changement climatique et que l'Europe doit réduire sa consommation d'énergie.

Les Amis de la Terre ont été fortement impliqués dans ce processus d'action sur l'opinion publique. Entre autres, des activités comme l'action 'La Digue' (The Dike) lors des

négociations climatiques à La Haye sous l'égide des Nations Unies (COP 6), ont aidé à faire comprendre aux politiciens que les gens sont inquiets et veulent voir des actions.

L'Europe a commencé à réduire ses émissions de CO₂, même s'il s'agit d'un processus lent et douloureux. Actuellement il y a peu d'espoir que cela va se faire à la vitesse nécessaire pour atteindre les niveaux durables dans les 50 ans à venir. Néanmoins les premiers pas ont été faits et les gens ont accepté qu'une réduction des émissions de CO₂ est nécessaire.

Mais les gens plaident encore trop souvent que tous ces efforts seront inutiles si les gens des pays du Sud veulent utiliser les mêmes quantités d'énergie que le Nord. Si les pays du Sud en faisaient autant, les émissions globales de CO₂ augmenteraient en pic et les réductions de la part des pays industrialisés s'y noieraient rapidement.

Il n'y a pas de doute que cela entraînerait un désastre

environnemental qui affecterait toutes les parties du globe, y compris l'Europe où l'on commence déjà à ressentir les effets du changement climatique.

C'est aussi pourquoi il y a un intérêt croissant en Europe pour adresser ce problème et pour convaincre les pays dans le Sud de ne pas surexploiter l'*espace environnemental* de la même façon que nous l'avons fait sur les décennies passées.

Comment peut-on faire cela ? Si l'on convient que toutes les personnes ont le même droit au bien-être, alors nous devons trouver des moyens pour améliorer les conditions de vie dans le Sud sans surexploiter l'*espace environnemental*. Bien qu'il y ait la possibilité d'utiliser encore plus de ressources dans beaucoup de pays du Sud, cela signifie néanmoins que nous devons toujours viser une utilisation la plus efficace possible des ressources, et ce le plus rapidement possible.

La dette écologique devrait être payée par le Nord pour permettre au Sud de prendre sa propre voie vers un développement durable. Comment le paiement de cette dette écologique doit être concrètement fait et comment s'assurer qu'elle est utilisée pour réellement améliorer les conditions de vie des gens, ces questions doivent être adressées et réfléchies en profondeur par la société civile du Sud. Un transfert vers les pays du Sud de technologies pour une utilisation efficace des ressources (qui, espérons-le, seront développées dans le Nord afin de faire face au défi environnemental) à un coût minimal ou même gratuitement est une option. Des transferts financiers vers le Sud pour encourager et soutenir le développement durable ou un allègement de leur dette économique (qui devrait de toutes façons avoir lieu) sont d'autres idées actuellement envisagées.

Si l'on qualifie ces transferts du Nord vers le Sud de « remboursement de la dette écologique », je pense que l'on pourrait trouver un moyen d'introduire ces propos auprès du public européen. Je crois sincèrement que les Européens comprendraient que ce sera aussi dans leur intérêt que les pays du Sud ne commettent pas les mêmes erreurs dans leur



développement que les autres. Il est vraiment crucial pour la survie de notre planète que le chemin d'un développement non durable des pays industrialisés ne soit pas imité par le reste du monde. Et même si ce n'est que pour cela, les Européens devraient accepter leur dette écologique et commencer d'effectuer les transferts nécessaires envers ces pays qui jusque-là n'ont pas surexploité leur espace environnemental et, espérons-le, ne le feront pas dans l'avenir.

Sur la route vers Johannesburg

Laissez-moi tirer quelques conclusions sur le processus en Europe en vue du Sommet Mondial sur le Développement Durable.

L'Europe doit accepter le défi de l'équité !

Les gouvernements européens qui iront à Johannesburg devraient accepter *l'espace environnemental* et la *dette écologique* comme les concepts de départ sur lesquels ils baseront leurs actions. Pour l'Europe ceci veut dire qu'ils doivent montrer des véritables démarches pour réduire la surconsommation des ressources. Cela signifie aussi qu'ils doivent prendre de plus importants engagements financiers et démontrer leur volonté d'annuler les dettes des pays du Sud en reconnaissance de la dette écologique de l'Europe.

L'Europe n'est pas durable !

Alors que l'Europe a une législation environnementale assez progressive, les domaines clés des législations européennes sont encore très loin de la durabilité. La politique des transports européenne tente toujours de donner satisfaction à une demande toujours croissante de transport, au lieu de trouver des moyens de réduire le transport en général (par ex. en encourageant des cycles de production et de consommation locale). Depuis 10 ans, nous attendons une taxe européenne pour l'énergie, ce qui serait l'outil économique le plus efficace pour déclencher des efforts d'augmentation d'efficacité énergétique (et de création d'emplois). Ou sinon parlons des subsides européens dans le domaine de l'agriculture, qui favorisent toujours et encore une agriculture à rendements intensifs avec tous les problèmes environnementaux et de santé que cela engendre.

Un regard critique sur les législations européennes par le reste du monde serait hautement apprécié par les ONGs européennes, et cela nous aiderait beaucoup dans notre lutte pour plus de réformes.

En tout cas une chose est sûre, il n'y aura pas de développement durable sans les transferts financiers envers les pays moins développés.

Prenez par exemple une situation similaire au sein de l'Union Européenne (UE). On considère comme étant tout à fait normal que des pays ou régions (comme le Portugal, la Grèce ou l'Allemagne de l'Est) ont besoin d'un support financier afin qu'ils puissent fonctionner au sein du marché commun européen. L'UE dépense plus de 30 milliards d'Euros par an en fonds de cohésion et structurels afin d'équilibrer les disparités économiques. Ceci est fait dans l'intention de donner une juste chance aux gens des régions moins développées de prendre part dans l'économie de l'UE (où n'existent plus les frontières et les tarifs douaniers) et de donner du soutien aux mesures dans les domaines de l'environnement et de l'infrastructure.

Si l'on aborde l'économie mondiale, ce genre d'approche semble facilement tomber aux oubliettes. Les pays en voie de développement sont délaissés avec toutes les implications qu'apporte une mondialisation économique. Une des revendications fondamentales pour le Sommet de Johannesburg doit donc être que les pays plus riches doivent augmenter leur apport d'aides financières aux régions plus pauvres du monde.

Cependant il faudra tirer les leçons des utilisations de fonds de cohésion et structurels à l'intérieur de l'UE. On a dû faire l'amère expérience que sans une implication totale de la société civile il y a des problèmes de corruption et que les fonds sont utilisés de façon non durable ou même totalement gaspillés. La société civile devra garder un œil vigilant sur les preneurs de décision tout aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord.

Les gouvernements doivent reprendre le pouvoir qu'ils ont perdu face à la mondialisation économique :

Jusqu'à présent nous comprenons ce qu'est le développement durable, ou mieux, ce que cela devrait être. Nous n'avons vraiment pas besoin d'aller en Afrique du Sud pour comprendre ce qui doit être fait. Nous savons bien quelles sont les mesures politiques qui doivent être prises et quels changements dans notre façon de production et de consommation sont nécessaires, et nous avons vu le développement de technologies alternatives sur les années passées.

Néanmoins, nous n'y sommes toujours pas parvenu. Le développement durable reste presque au simple stade d'une vision. Pour beaucoup de gens ainsi que pour l'environnement, la situation est pire qu'il y a dix ans. Si le Sommet de Johannesburg doit avoir une seule raison d'être, ce sera de clarifier pourquoi le progrès est aussi péniblement lent.

Si les politiciens qui viendront en Afrique du Sud sont honnêtes, ils auront à admettre que la mondialisation économique a diminué leurs possibilités d'éliminer la pauvreté, d'introduire des standards sociaux et de protéger l'environnement. La menace que les entreprises aillent investir dans d'autres pays empêche malheureusement trop efficacement les gouvernements nationaux de mettre en place des législations sociales ou environnementales. La compétition vers le bas de proposer des taxations minimales et de meilleures conditions de mise en opération pour les entreprises a considérablement diminué les possibilités des gouvernements de financer des programmes sociaux ou environnementaux. Alors que cela devient de plus en plus difficile de mettre en place des législations visant la durabilité au niveau national, il n'existe toujours pas de structures internationales permettant de prendre ce défi.

Tout ceci n'est pas nouveau et a été répété bien souvent. Cependant, les politiciens n'ont toujours pas abordé cette impasse. C'est pourquoi le Sommet de Johannesburg doit être le moment pour nous pour confronter les chefs d'Etat avec les obstacles qui bloquent la voie au développement durable. Ceci serait certainement plus utile que de lancer de belles paroles philosophiques sur la notion de développement durable.

Les chefs d'Etat au Sommet de Johannesburg devront répondre aux questions concernant comment ils prévoient d'atteindre de sérieux accords environnementaux et sociaux avec les nécessaires mécanismes d'application. Ils doivent aborder le sujet de ces structures mondiales de pouvoir qui bloquent le chemin, et mettre en place le cadre approprié pour qu'une économie mondiale puisse fonctionner tout en respectant les critères sociaux et environnementaux. Comme première étape, ils devraient s'assurer que l'Organisation Mondiale du Commerce ne pourra en aucun cas avoir un poids hiérarchiquement supérieur aux accords environnementaux multilatéraux. Le pouvoir augmentant et incontrôlé des compagnies transnationales est un autre sujet qui doit absolument être adressé. Etablir des règles de transparence et rendre les compagnies transnationales légalement responsables envers les citoyens partout dans le monde sont d'autres points cruciaux sur lesquels les chefs d'état doivent trouver des accords en Afrique du Sud.

Je vous remercie de votre attention,

Dr. Martin Rocholl
 Director
 Friends of the Earth Europe
 29 rue Blanche, B-1060 Bruxelles, Belgium
 Tel.: +32-2-542-0183, switchboard: -0180
 Fax: +32-2-537-5596
<http://www.foeeurope.org>